

# Covid à l'école: les parents "craquent", les syndicats appellent à la grève

Paris, 7 janv. 2022 (AFP) -

Tester ses enfants tous les deux jours, venir les chercher en urgence... Les parents d'élèves ont vécu une rentrée agitée face à un protocole sanitaire "très compliqué" et loin de contenter les syndicats enseignants, qui appellent largement à la grève.

"Les parents deviennent chèvre", résume Laurent Zameczkowski, vice-président de la fédération de parents d'élèves Peep. "il faut récupérer votre enfant, les tests et les pharmacies sont pris d'assaut, l'attente est pénible", ajoute-t-il. Et en général, "les autotests ne sont pas donnés comme prévu" gratuitement dans les pharmacies.

"C'est le foutoir", renchérit Nageate Belahcen, coprésidente de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE). "Les parents craquent complètement, car pour ceux qui travaillent, ça devient très compliqué, ils courent partout".

La rentrée des classes s'est déroulée depuis lundi sous tension avec le variant Omicron, encadrée par un nouveau protocole sanitaire qui nécessite une multiplication des tests.

Les élèves sont désormais soumis à trois tests en quatre jours s'il y a un positif dans la classe: un antigénique ou PCR le jour de l'annonce du cas Covid, avec attestation à donner à l'école, puis des autotests à faire à la maison à J+2 et J+4.

Un dispositif compliqué, alors que les cas se multiplient, avec déjà 9.202 classes fermées jeudi, au plus haut depuis le printemps dernier.

Le ministre Jean-Michel Blanquer a reconnu vendredi sur CNews que ce protocole était "extrêmement difficile" à vivre pour les familles. Il a aussi admis que "ça et là, il peut y avoir des pharmacies en rupture de stocks d'autotests", mais que "normalement elles sont réalimentées".

Les témoignages de couacs sont pourtant nombreux. "La remontée des parents, c'est qu'il y a eu un gros cafouillage dans l'application du nouveau protocole", même s'ils "ne veulent pas que les écoles soient fermées", constate Patrick Salaün, président de l'Unaape (Union nationale des associations autonomes de parents d'élèves).

Pour Marie, qui a dû faire tester sa fille en CP à Nice, "impossible de trouver des autotests". "Je pense qu'une amie va sûrement pouvoir me dépanner, mais la logistique ne suit pas".

- "Pagaille indescriptible" -

"C'est juste ingérable", estime de son côté Alexandre Leone, parent d'un élève de CE2 en Seine-Saint-Denis, qui dit "ne pas pouvoir passer sa journée à faire la queue" à la pharmacie.

Laetitia Sarre, à Plan-de-Cuques (Bouches du Rhône), a dû "attendre une heure" devant une pharmacie pour tester sa fille de CM1. "Et il y a eu un bug du système d'enregistrement", empêchant "au moins trois ou quatre parents" d'effectuer les tests.

D'autres sont confrontés aux absences non remplacées d'enseignants.

"On ne s'attendait quand même pas à un tel chaos", témoigne le père d'une élève de CE1 à Vincennes (Val-de-Marne) dont l'enseignante, absente lundi, a eu un premier remplaçant puis un deuxième, qui finalement a été malade.

Caroline, près de Nantes (Loire-Atlantique), a dû garder son fils de CM2 dont l'enseignante devait se faire tester, puis sa fille de Grande section, avant d'avoir à nouveau son fils à la maison car cas contact... "Tout le monde hallucine", dit-elle.

Face à cette situation, les parents redoutaient aussi la répétition du cycle de trois tests.

Ils ont été rassurés sur ce point par une mise à jour du protocole sanitaire: les élèves n'auront pas à réaliser un nouveau parcours complet si un nouveau cas positif apparaît dans leur classe dans un délai inférieur à sept jours.

Du côté des syndicats d'enseignants, cet aménagement n'a pas rassuré. "Cette précision du ministère n'est pas du tout logique, car il va y avoir encore plus de trous dans la raquette. La durée d'incubation, selon de nombreux médecins, est de cinq à six jours", déclare Guislaine David, secrétaire générale du Snuipp-FSU, premier syndicat



PAYS :France  
SURFACE :106 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 7 janvier 2022 - Edition Fil Gen

d'enseignants du primaire.

Dénonçant "une pagaille indescriptible" dans les écoles et "un sentiment fort d'abandon et de colère parmi les personnels", le Snuipp-FSU a lancé vendredi un appel à la grève nationale pour jeudi 13 janvier "pour obtenir les conditions d'une école sécurisée sous Omicron".

Il a été rejoint par la plupart des autres syndicats enseignants, SE-Unsa, Snes-FSU, Snalc, CGT Educ'action, SUD Education et FO.

Les enseignants ont jusqu'à lundi soir pour se déclarer grévistes.

slb-asm-ito/cel/vk

Afp le 07 janv. 22 à 17 22.

